

SOCIOLOGIE DU DEVELOPPEMENT

-La sociologie du développement n'a pas d'autre spécificité que d'être née à un moment de crise des sciences sociales face aux interpellations que lui opposaient les mutations brutales du tiers-monde.

-Les sociologues du tiers-monde ont longtemps pensé qu'il existe une sociologie sociologie « **Périphérique** ». Il y a des lois propres au « **développement périphérique** » qui, en dépit des échanges scientifiques avec le « **centre** » créaient une sorte de particularisme.

Des phénomènes tels que : les déstructurations sociales, crise des mouvements sociaux, expansion d'activités informelles, processus politiques inédits, etc.

I- **Objet de la sociologie du développement :**

Y a-t-il, au sein de la sociologie, une place pour le développement qui lui confère une singularité, et comment le caractériser ?

Pour certains encore, la sociologie du développement est une sociologie des contradictions et des conflits à « **chaud** » (Y. Bénoit, M. Castells, R. Stavenhagen). Née de la conjoncture de la libération des peuples colonisés, puis marquée par les contradictions aiguës du sous-développement, elle se serait donné des outils théoriques et des méthodes de travail adaptés à ces situations critiques.

Cette exigence correspond à une diversification des champs d'étude, à des demandes sociales plus précises qui touchent tous les aspects de la vie des populations et des sociétés.

Enfin, elle se veut aussi, dans plusieurs recherches à caractère épistémologique, une sociologie « **sur** » le développement, c'est-à-dire une sociologie des mécanismes de construction des discours sur le développement.

La « **troisième décennie du développement** », celle des années **1980**, peut-être considérée comme une période où les préoccupations gestionnaires des « **développeurs** » ont s'imposer sans guère d'entrave.

-Le premier tient aux rigidités majeures des marchés qui aboutissent paradoxalement à des disparités croissantes des taux de croissance et des indicateurs macro-économiques de développement, à l'élargissement des écarts de revenus.

-Le second constat repose sur la démonstration que les pays qui, selon les critères de l'ajustement, se développent sont justement ceux où le rôle de l'Etat se manifeste avec le plus de cohérence et de détermination à travers une véritable osmose des intérêts privés des entreprises et de la volonté publique.

Par rapport à l'**anthropologie**, la sociologie introduit toute une série de ruptures :

-rupture avec les lectures empiriques par la prise en compte de l'histoire réelle des populations ;

-rupture avec l'échelle de la monographie villageoise en intégrant les groupes sociaux dans leur dimension nationale ;

-rupture au niveau de l'objet. Plus que les mœurs et coutumes de la société traditionnelle, elle va s'intéresser prioritairement aux composantes sociales, politiques, culturelles, économiques où se manifestent les dynamismes porteurs d'avenir.

L'idéologie développementiste commune reposait sur deux présupposés majeurs :

- La croissance accélérée des forces productives grâce à la diversification de la production et à l'industrialisation, aux recours aux modèles techniques les plus productifs, à l'intégration dans une division internationale du travail rééquilibrée ;
- Le rôle majeur de l'Etat dans la mise en œuvre et le contrôle du processus de croissance aussi bien au niveau des ressources nationales que de la mobilisation des soutiens populaires « **mise au travail** » plus ou moins volontaire des populations, recette préconisée de toutes parts par des économies dites à excédent de main-d'œuvre (**G. Ardent**).

Les caractéristiques des projets de développement élaborés ont un caractère général et universel, car ils relèvent de la technologie qui, dans l'idéologie spontanée des techniciens et des économistes des pays développés, est la même partout.

Les projets de développement vont alors s'inscrire dans des stratégies globales de lutte contre la pauvreté et la faim, l'exode rural, et de fournir des preuves tangibles qui servent effectivement et prioritairement les pays.

II- Les « Trois Âges de la sociologie du développement »

-**Dans une première période**, la sociologie est sous la sujétion de l'économisme dominant. Elle étudie les problèmes et changements sociaux induits par la croissance économique.

-**Dans un deuxième temps**, on assiste à une revalorisation des mouvements sociaux, des initiatives et inventions.

-**Une nouvelle étape** met l'accent sur les représentations, l'imaginaire social et les formes diverses du symbolique.

Sur le plan théorique, la démarche sociologique s'est organisée autour de trois étages constitutifs : les **représentations**, les **structures** et les **mouvements**.

Face aux sociétés les plus mouvantes du tiers-monde et aux phénomènes d'apparence irrationnelle qui s'y manifestent, elle veut mettre en œuvre une « **analyse compréhensive** ». Non pas au sens webérien seulement, mais n'oubliant pas que pour qu'une analyse sociale devienne réellement sociologique, il faut qu'elle appréhende ces trois niveaux dans leur interaction. (**Y. Goussault**, « **Tiers-monde et développement. De la socio-économie à la sociologie** », Tiers-Monde, PUF, Paris, N° 12, octobre-décembre 1987, p. 759-777).

III- L'échec des théories et des politiques :

Les causes de la crise sont multiformes. La première correspond au désenchantement général des années **1960-1970**. Le scepticisme sur la capacité des pays en voie de développement à rattraper les pays industrialisés, la radicalisation des analyses et des politiques (épuration politique, nationalisations, guérillas), traduisent l'impatience des populations, l'instabilité des pouvoirs.

Dans les pays du tiers-monde et en occident, les processus d'exclusion, de déqualification, les effets de polarisation et de déstructurations sociales sont décrits comme les conséquences intrinsèques des politiques productivistes.

La crise des valeurs des valeurs prolonge et amplifie la crise économique : défense ou réaffirmation des identités culturelles, fondamentalisme religieux, multiplication des sectes.

IV- *Le sous-développement :*

La thèse de G. Sautter (« **De l'Atlantique au fleuve Congo, une géographie du sous-développement** ») incarne la compréhension des rationalités des producteurs et des populations préconisées au début des années **1960**, on passe à celles des déséquilibres et des fragilités des systèmes de production, avant de mettre prioritairement l'accent sur « Les situations de crise, de rajustement, de mutation », et, pour ce thème d'étude, sur la dynamique des terroirs surpeuplés : dégradation et réaffirmation des crises multiformes des systèmes agraires, remèdes et parades mis en œuvre face aux nouvelles contraintes.

P. Gourou, « **L'Afrique tropicale. Nain ou géant agricole ?** » Dénonce le « scandale géographique de l'absence d'intensification dans l'Afrique tropicale pluvieuse », il ne s'agit plus d'illustrer la capacité d'adaptation des hommes à la nature dans un milieu hostile mais de révéler, au nom des « **Tropiques Comparés** », l'absence d'« aménagement des techniques d'encadrement » en Afrique.

V- Le développementisme :

Les courants développementistes s'appuient sur un certain nombre de présupposés théoriques que l'on peut regrouper sous deux perspectives : l'**évolutionnisme** et le **diffusionnisme**. Perspectives elles-mêmes actualisées par le **néo-évolutionnisme**, le **fonctionnalisme** et le **culturalisme**.

1- L'évolutionnisme :

Il postule l'existence d'une convergence dans l'évolution des sociétés, toutes étant appelées à passer par des stades similaires de développement.

La recherche de régularités et de récurrences entre les sociétés plus ou moins développées aboutit à dégager des étapes dans leurs transformations, des phases et, inévitablement, des « **Lois de développement** ».

Ainsi, la référence à la notion de « **société industrielle** » alimente aussi bien les analyses de **R. Aron**, de **G. Friedman**, de **J. Fourastié**. De son côté, **F. Perroux** réfléchit à un « **Programme de développement mondial** » qui accélérerait son avènement. Et il revient aux sciences économiques et sociales d'en être les instruments en travaillant à l'émergence d'un « **nouvel humanisme** », base de la « **société universelle** » ou de la « **civilisation planétaire** » en gestation.

2- Le diffusionnisme : (L. Frobenius, F. Graebner)

Constate l'hétérogénéité des sociétés et conteste l'existence de toute loi d'évolution commune. Les coïncidences culturelles et les changements sociaux procèdent de chocs culturels et d'emprunts auprès des sociétés à l'origine des innovations.

3- Le culturalisme :

Abandonne la recherche des lois générales des sociétés, mais essaie de comprendre les principes fondateurs à partir du postulat fondamental du relativisme culturel. Estimant que les sociétés relèvent d'une variété infinie, irréductible à l'établissement de lois. Seuls des profils ou types psychologiques peuvent être dégagés.

4- Le néo-évolutionnisme :

Dans une optique scientifique, auquel est associé le nom de T. Parsons, revient aux études comparées des sociétés, à l'aide des apports du structuro-fonctionnalisme, des critères objectifs de classement des sociétés.

T. Parsons dégage quant à lui trois types de d'organisation sociale : les sociétés primitives, intermédiaires et modernes.

VI- Les acquis du développement dans l'optique des institutions de Bretton-Woods :

- La poursuite de saines politiques macro-économiques dans un environnement caractérisé par des déficits budgétaires tolérables et des taux de change réalistes est la condition préalable à tout progrès.
- Il est essentiel que le secteur privé opère dans un environnement défini par un ensemble de politiques permissives plutôt que restrictives.
- Les pouvoirs publics n'ont aucune raison de chercher à gérer directement la production de biens et services privés.
- Aucun pays ne s'est développé sans avoir procédé à des investissements de base adéquats dans l'infrastructure et les ressources humaines.

VII- Modernisation / Développement :

Les deux notions (**Modernisation** et **développement**) sont généralement employées en tant que synonymes d'**industrialisation** et de **croissance économique** et définissent un cadre de pensée et des paradigmes qui vont regrouper la plupart des sociologues et économistes investis dans ces régions du globe.

- **Les premiers**, insisteront plutôt sur la problématique de la modernisation et ses aspects socio-culturels (relation entre le processus de socialisation et transmission des valeurs, généralisation de la scolarisation et ouverture aux médias, rôle et impact des nouveaux lieux de socialisation liés à l'urbanisation, croissance du salariat) ;
- **Les seconds**, porteront leur réflexion sur la restructuration sociale globale opérée, de manière plus ou moins spontanée, par le développement économique : monétarisation, scolarisation, urbanisation, pour en déterminer des indicateurs, identifier les causes et les mécanismes, en rechercher les issues.

Tous ces éléments entraînent une désorganisation profonde de l'ordre ancien.

Ces modèles aux fonctions à peu près identiques inspirent la plupart des travaux et opposent les sociétés développées à celles sous-développées, traditionnelles.

VII- Les théoriciens :

Les sociologues du développement proposaient une nouvelle représentation des réalités économiques et sociales du tiers-monde (A. Memmi, E. Hagen, I. Wallerstein, J. Ziegler), dégagée des ponctifs de l'apologétique coloniale.

L'illustration la plus connue est le schéma de **W.W. Rostow**, en analysant les sociétés sur un axe de développement distinguant cinq étapes :

-**la société traditionnelle, préparation au décollage économique** (diffusion de l'éducation, accroissement de l'épargne et de l'investissement, introduction de technologies plus productives), **le décollage économique** (phase au cours de laquelle le taux d'investissement est censé doubler), **marche vers la maturité** (recours général à des technologies modernes et diversification des productions) et, enfin, **la société de consommation de masse**.

Quelques paradigmes du développement :

- 1) Suppression de l'élitisme au profit de la politique de masse ;
- 2) Rapports de production plus égalitaires au profit des masses laborieuses,
- 3) Répartition des revenus plus équitables ;
- 4) Développement de l'autosuffisance dans tous les domaines ;
- 5) Développement de la créativité au détriment de l'imitation.

VIII- Les modèles de développement :

1- Le modèle Africain : (traditionnel)

On relèvera tout d'abord l'absence d'accumulation, du fait de la priorité accordée aux investissements non ou faiblement productifs (rites et coutumes sociales, priorité foncière, troupeaux de prestige) et de la faible capacité d'épargne. De même, les structures économiques sont mises en cause : surabondance de main-d'œuvre sous-employée dans les secteurs traditionnels (agriculture et artisanat) et inadéquation par rapport aux emplois du secteur moderne : chômage déguisé, dysfonctionnement dans la répartition du revenu national et incidences en matière de consommation, de commerce.

2- Le modèle occidental :

A l'opposé, la société moderne s'appuie sur une communauté de membres « **hétéroclites** » et « **individualistes** ». Ceux-ci sont avant tout soucieux de voir leur niveau de vie s'élever et d'améliorer le bien-être général de la collectivité.

Dans cette optique, l'augmentation continue de la productivité du travail, l'innovation technique et l'organisation rationnelle des ressources humaines vont de pair. Investissement dans l'industrialisation, mobilité spatiale et sectorielle de la main-d'œuvre, mise en place des institutions et procédures d'accompagnement (systèmes bancaires, structures financières et commerciales, comptabilité et fiscalité), infrastructures sociales adéquates (santé, scolarisation, transports, communications) constituent les bases d'un processus auto-entretenu de modernisation.

3- Le modèle collectiviste avec planification généralisée : (Algérie, Ghana, Guinée, Mali)

Ce modèle repose sur l'épargne forcée-investissement humain, par opposition aux tendances mixte et conservatrice.

IX- Les plans de développement :

1- Le plan d'industrialisation :

Pour développer l'industrie, il faut rechercher les sources d'énergie, notamment hydro-électrique (Manantali-Markala-Sélengué, etc.). Avec cette énergie, une industrie pourrait se développer grâce aux nombreux minerais dont dispose le pays (phosphate-ciment-calcaire, etc.).

Pour une industrialisation de base, il faut créer des sociétés d'Etat gérés par des conseils d'administration qui s'efforceront d'accroître les ressources des entreprises afin d'améliorer les salaires des travailleurs. D'où une programmation bien précise au niveau même de la répartition des **bénéfices en :**

- Pourcentage pour les salaires ;
- Pourcentage pour les œuvres sociales des sociétés ;
- Pourcentage pour l'approvisionnement du budget d'équipement.

2- Le plan de scolarisation :

C'est par l'école que la masse d'un peuple s'éduque et devient capable de plus belles réalisations techniques dont dépend l'avenir immédiat de l'économie.

Quand le Mali aura formé ses cadres, son potentiel économique s'accroîtra d'un coup.

L'Etat doit faire aussi le bilan des fonctions et des emplois, grâce à l'utilisation des techniciens déjà formés.

3- Les plans de développement et de financement :

L'Etat doit confier aux spécialistes le soin d'établir des plans de développement et de l'économie, en fonction des besoins et des ressources, en fonction des possibilités de main-d'œuvre et en liaison avec les plans de scolarisation (Plans de développement et d'équipement), portant sur cinq ou dix ans, dirigés par l'Etat et ses partenaires techniques et financiers : (Banque Mondiale, F.M.I., C.E.E., etc. ...).